

Brochure n° 3085 | Convention collective nationale

**IDCC : 16 | TRANSPORTS ROUTIERS ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES
DU TRANSPORT**

Avenant n° 3 du 17 mars 2021
relatif au nouveau modèle de protection sociale des salariés

NOR : ASET2150521M

IDCC : 16

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UTP ;

OTRE ;

TLF ;

FNTR ;

CNM,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTE CFDT ;

SNATT CFE-CGC ;

FNST CGT ;

FO UNCP ;

FGT CFTC ;

SNRTC CFE-CGC ;

UNSA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Au regard du contexte, les parties signataires conviennent de la conclusion du présent avenant, visant à prolonger les dispositions prévues par l'avenant n° 2 du 15 février 2019 à l'accord-cadre pour un nouveau modèle de protection sociale des salariés relevant des professions des transports et des activités du déchet du 20 avril 2016.

Article 1^{er} | Modification de la durée prévue par l'article 6 de l'avenant n° 2 du 15 février 2019

Les dispositions de l'avenant n° 2 du 15 février 2019 à l'accord-cadre pour un nouveau modèle de protection sociale des salariés relevant des professions des transports et des activités du déchet du 20 avril 2016 sont prolongées pour une nouvelle période de 24 mois.

Article 2 | Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les présentes dispositions sont applicables quel que soit l'effectif de l'entreprise sans qu'il soit nécessaire de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 3 | Date d'effet

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur dès signature.

Article 4 | Durée et révision

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du présent texte.

Il peut faire l'objet d'une révision de tout ou partie de son contenu dans le respect des dispositions des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Article 5 | Dépôt et extension

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction générale du travail et d'une demande d'extension conformément aux dispositions du code du travail.

Fait à Paris, le 17 mars 2021.

(Suivent les signatures.)